

Des pressions pour adopter le traité du fleuve rapidement

Dossier de la rédaction de H2o
November 2024

De hauts responsables du Canada et des États-Unis insistent sur la nécessité de finaliser le traité actualisé du fleuve Columbia pour gérer l'eau qui coule entre les deux pays avant le changement d'administration aux États-Unis.

En juin, le premier ministre Justin Trudeau et le président Joe Biden avaient annoncé l'accord de principe visant à moderniser le traité vieux de 63 ans, qui, selon M. Trudeau, permettrait de continuer à gérer les risques d'inondation et à coopérer en matière d'énergie hydroélectrique sur le fleuve. En même temps, M. Biden a déclaré que l'accord rétablirait la coordination énergétique entre les deux pays, permettant aux États-Unis de conserver davantage d'hydroélectricité tout en donnant au Canada la possibilité d'importer de l'électricité et de l'exporter vers le marché américain. Pour leur part, les Premières Nations du bassin du fleuve Columbia en Colombie-Britannique réclament depuis longtemps des modifications au traité pour soutenir la restauration des migrations de saumon qui ont été bloquées par des barrages aux États-Unis. Le fleuve possède effectivement une des plus grandes concentrations de barrages dans un même bassin hydrographique au monde. Des années 1930 aux années 1980, pas moins de 60 barrages ont été construits sur le fleuve et ses affluents, dont 14 au Canada.

Le traité original du fleuve a été signé en 1961 après qu'une inondation en 1948 a dévasté les communautés le long du fleuve, tuant plusieurs dizaines de personnes.

La Presse canadienne - Radio-Canada

À

À